



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 25 juin 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2024 - 122 AMENAGEMENT
ABROGATION PARTIELLE DE L'ARTICLE 29 DU REGLEMENT LOCAL
DE PUBLICITE (RLP) DE GRASSE RELATIF AU FORMAT DES ENSEIGNES
SCELLEES AU SOL OU INSTALLEES DIRECTEMENT SUR LE SOL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 juin 2024, s'est réuni le mardi 25 juin 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Levanna CALATAYUD
(Prend part aux délibérations N°84 à N°127)

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Franck BARBEY

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Myriam LAZREUG

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°103 à N°143)
Madame Mekia Noura ADDAD
(Prend part aux délibérations N°91 à N°143)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Mélanie ZARRILLO
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Stéphanie MANDREA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 2 avril 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 122

DU 25 JUIN 2024

AMENAGEMENT

**ABROGATION PARTIELLE DE L'ARTICLE 29 DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (RLP) DE GRASSE
RELATIF AU FORMAT DES ENSEIGNES SCHELLES AU SOL OU INSTALLEES DIRECTEMENT SUR LE SOL**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse dispose depuis 1994 d'un Règlement Local de Publicité (RLP), qui a été révisé en 2017 pour tenir compte notamment de l'évolution de la législation et de l'évolution des techniques en matière de publicité. Une première modification du RLP approuvée le 22 juin 2022 a renforcé certaines règles afin de mieux protéger les perspectives paysagères aux abords des voies principales de Grasse.

Un décret publié le 30 octobre 2023 a modifié le format maximum défini par le code de l'environnement pour les enseignes et publicités, la faisant passer de 12 m² à 10,5 m². Cette nouvelle disposition rend une disposition de l'article 29 du RLP de Grasse incompatible avec cette évolution réglementaire, à savoir le gabarit maximum autorisé pour les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, qui était de 12 m² dans le RLP de Grasse.

Il est donc proposé d'abroger cette disposition spécifique du RLP afin de rendre compatible ce document avec la réglementation nationale. Le nouveau gabarit autorisé pour les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sera donc celui défini par le règlement national de publicité, à savoir 10,5 m² et ce, sans qu'il soit nécessaire de le redéfinir dans le RLP de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-22, relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du conseil municipal,

Vu la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle II,

Vu le décret du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et R. 581-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 103-2 et suivants, L. 153-1 et suivants et R.153-1 et suivants,

Vu le décret n°2023 – 1007 du 30 octobre 2023 réduisant le format maximum pour les enseignes et publicités à 10,5 m²,

Vu la délibération du 12 décembre 2017 approuvant la révision du Règlement Local de Publicité,

Vu la délibération du 22 juin 2022 approuvant la modification n° 1 du Règlement Local de Publicité,

Considérant que le décret du 30 octobre 2023 n° 2023-1007 a réduit de 12 m² à 10,5 m² le format maximum pour les enseignes et publicités défini par le code de l'environnement.

Considérant que le format maximum pour les enseignes scellées au sol autorisé dans le règlement local de publicité de Grasse est de 12 m².

Considérant que l'article L243-2 du code des relations entre le public et l'administration contraint les administrations à abroger toute mesure réglementaire devenue illégale au regard des évolutions réglementaires de niveau supérieur.

Il est donc proposé d'abroger partiellement l'article 29 du règlement local de publicité en ce qu'il fait référence à une limite de gabarit à 12 m² pour les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol. Ainsi, la limitation applicable aux enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol deviendra le gabarit maximum défini par la réglementation nationale, à savoir 10,5 m².

Il est précisé que les panneaux d'enseignes installés légalement, avant l'entrée en vigueur du nouveau format, disposent d'un délai de 4 ans pour se mettre en conformité.

Les autres éléments du règlement local de publicité restant en conformité avec la réglementation nationale, ils demeurent inchangés.

La commission Equipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 4 juin 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRONONCER** l'abrogation partielle de l'article 29 du règlement local de publicité en ce qu'il limite à 12 m² la surface maximum des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, afin de mettre en conformité le règlement local de publicité de Grasse avec la réglementation nationale ;
- **DIRE** que la présente délibération sera annexée sans délai au règlement local de publicité pour une parfaite information des administrés ;
- **DIRE** que conformément à l'article L 581-14-1 5° du code de l'environnement, la présente délibération, une fois approuvée, sera annexée au Plan Local d'Urbanisme et que, conformément à l'article R 581-79 du code de l'environnement, elle sera mise à disposition sur le site Internet de la commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **27 JUIN 2024**

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

27 JUIN 2024